

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 17 décembre 2024**

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de André LOYER, 1<sup>er</sup> adjoint, pour le Maire empêché Jean-Yves MEYER.

**Présents :** LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

**Excusés :** MEYER Jean-Yves (pouvoir à André LOYET), JOLY Delphine (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Joël DURIEU), VERNEDE Corinne (pouvoir à Jacques DAUMAS), LEYNAUD Michel (pouvoir à Max BOUSCHON), ESSAYAR Khalid (pouvoir à Pascal GAILLARD), AMRANI Hasiba (pouvoir à Cécile FAURE), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

**Absente :**

**Secrétaire de séance : Alain BOYER**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°6**

9 décembre 2024

**OBJET : Plan Local d'Urbanisme de la ville d'AUBENAS : Rapport triennal du suivi de l'artificialisation des sols**

Transmis au représentant  
de l'Etat le : 20 DEC. 2024  
Affiché le :  
Notifié le : 20 DEC. 2024

Ville d'AUBENAS  
Page 1/3

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20241217-DEL171224-6-DE  
Date de télétransmission : 20/12/2024  
Date de réception préfecture : 20/12/2024

## Urbanisme

### Plan Local d'Urbanisme de la ville d'AUBENAS : Rapport triennal du suivi de l'artificialisation des sols

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 13,

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et Résilience » et notamment son article 194,

**Vu** le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols et notamment son article 3,

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.101-2-1, L.153-27 et R.101-1,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2231-1 et R.2231-1,

Considérant les objectifs nationaux ambitieux de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et d'artificialisation aux horizons 2031 et 2050 inscrits dans la loi « Climat et Résilience » qui consistent à réduire :

- dans un premier temps de 50% la consommation d'espaces sur la décennie 2021-2030 par rapport à la décennie 2011-2020,
- puis dans un second temps de parvenir à une situation de « Zéro artificialisation nette » (ZAN) en 2050.

Considérant que les territoires doivent décliner cette réduction de consommation, d'abord dans le document régional SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), puis dans le SCOT (schéma de cohérence territoriale) et enfin dans leur document local de planification urbaine (le futur PLUi dans le cas des communes du Bassin d'Aubenas).

Considérant l'obligation pour les collectivités qu'au moins une fois tous les trois ans, le Maire, présente à l'assemblée délibérante, pour débat, un rapport relatif à l'artificialisation des sols sur son territoire au cours des années civiles précédentes dont les attendus consiste à détailler :

- la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), exprimée en nombre d'hectares, le cas échéant en la différenciant entre ces types d'espaces, et en pourcentage au regard de la superficie du territoire couvert. Sur le même territoire, le rapport peut préciser également la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une renaturation ;
- le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées ;
- les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables, au sens des catégories 1° et 2° de la nomenclature ;
- l'évaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'ENAF et de lutte contre l'artificialisation des sols, fixés dans les documents de planification et d'urbanisme.

Considérant que pour le contenu de ce rapport triennal, la loi distingue d'une part, les communes dotées de documents d'urbanisme récents qui ont intégré les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et d'autre part, celles dont les documents sont en cours d'élaboration ou de révision ce qui est le cas de la commune d'AUBENAS dont le PLUi est en cours d'élaboration et devra intégrer les objectifs de la loi de 2022.

Qu'ainsi pour les communes dont le document est en cours d'élaboration pour intégrer les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, pendant la première période de dix ans (2021-2031), seule la première disposition est attendue dans le rapport triennal. C'est donc le cas pour la commune d'AUBENAS jusqu'à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Considérant que pour produire ce rapport et pour que les informations soient comparables entre les communes du territoire, les données produites par l'observatoire national de l'artificialisation disponibles sur le site internet « [mondiagartif.beta.gouv.fr](http://mondiagartif.beta.gouv.fr) » ont été mobilisées et mises à disposition.

Ainsi au niveau de la commune d'AUBENAS, le bilan de la consommation foncière 2011-2022 s'élève à 42,30 ha. Cela représente :

- une moyenne annuelle pour l'ensemble de la période de l'ordre de 3,52 ha,
- 2,88 % de la surface totale du territoire communal.

En termes de tendance générale

Sur la période 2011-2022, on note une tendance à l'infléchissement du phénomène d'artificialisation des sols sur la commune d'AUBENAS avec une moyenne de 2,7 ha artificialisés par an sur les 3 dernières années pour lesquelles les données sont connues (2020 – 2021 et 2022). Cela représente un écart à la moyenne des 12 dernières années de l'ordre de - 23%.

A contrario, les années 2015 et 2016 ont connu une artificialisation plus forte avec respectivement 5,60 et 6.50 ha d'espaces artificialisés.

En termes de détails sur les différents types d'espaces :

Sur les 42,30 ha d'espaces consommés,

- 29.40 ha ont été artificialisés à vocation d'habitat (2.00% du territoire communal),
- 7.10 ha pour réaliser des infrastructures routières (0.48% du territoire communal),
- 4.20 ha pour des activités économiques (0.29% du territoire communal),
- 1.60 ha pour réaliser des espaces mixtes (0.11% du territoire communal).

En termes de transformation des espaces urbanisés :

Parallèlement à la consommation d'espaces décrits dans les paragraphes précédents, depuis 2011, plusieurs espaces de la commune ont bénéficié d'une désartificialisation des sols, pour une surface totale d'environ 0,51 ha. Il s'agit notamment :

- Du quartier des oliviers dans le cadre du programme de rénovation urbaine et de la réhabilitation du lycée Marcel Gimond pour une surface de l'ordre de 0.15 ha
- Des espaces végétalisés de la place du champ de Mars avec la création de l'Agora pour une surface de l'ordre de 0,16 ha,
- Des espaces publics du quartier de Pont d'Aubenas suite au projet de rénovation urbaine pour une surface remise en pleine terre de l'ordre de 0,20 ha

### Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du rapport :

- **Prendre acte** du débat sur le rapport du bilan triennal de l'artificialisation des sols,
- **Indique** que le rapport ci-joint sera transmis sous 15 jours aux Préfets du département et de la Région, au président du conseil Régional, au président de la CCBA ainsi qu'au président du SCOT,
- **Autorise** Monsieur le Maire aux formalités utiles et nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Extrait certifié conforme,

André LOYET,  
1<sup>er</sup> adjoint

**POUR LE MAIRE**

Adjoint délégué.



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

007-210700191-20241217-DEL171224-6-DE  
Date de télétransmission : 20/12/2024  
Date de réception préfecture : 20/12/2024